

Europe : est-ce qu'on aura la droite la plus bête du monde ?

écrit par Daniel Faguet | 16 février 2024



L'AVENIR DE L'EUROPE ...



EUROPE, EST-CE-QUE L'ON AURA LA DROITE LA PLUS BÊTE DU MONDE

En vue des Européennes je vous ai trouvé 2 articles datant un peu mais toujours d'actualité, pour que vous sachiez ce qui vous attend, dans notre Europe »Démocratique »

En tenant compte des élections au Parlement européen, et après avoir procédé aux consultations appropriées, **le Conseil européen**, statuant à la majorité qualifiée, **propose au Parlement européen un candidat à la fonction de président de la Commission**. Ce candidat est élu par le Parlement européen à la majorité des membres qui le composent. Si ce candidat ne recueille pas la majorité, **le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, propose, dans un délai d'un mois, un nouveau candidat**, qui est élu par le Parlement européen selon la même procédure. »

Européennes 2024 : l'unité du groupe parlementaire d'extrême

droite Identité & Démocratie mise à rude épreuve

Le parti Renaissance du président français Emmanuel Macron et ses alliés (actuellement une vingtaine de sièges au Parlement européen) ont perdu leur majorité à l'Assemblée Nationale. La cote de popularité du président n'est plus que de 30%. Si un second tour hypothétique opposait aujourd'hui Emmanuel Macron et Marine Le Pen (RN^{FR}, ID), cette dernière l'emporterait, selon les sondages, avec une avance pouvant atteindre 10 points de pourcentage.

Après [les dissensions](#) entre le Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen et l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) à la fin du mois de janvier, les deux partis doivent se retrouver mardi (6 février) pour régler leurs différends.

« Nous sommes très satisfaits de la coopération au sein du parti ID. Bien sûr il y a des différences d'opinions de temps en temps, mais cela fait partie d'une démocratie », a déclaré le candidat en tête de liste de l'AfD, Maximilian Krah, à Euractiv en amont de sa rencontre avec son homologue français.

« Nous sommes convaincus que nous pourrions poursuivre cette coopération à l'avenir », a-t-il ajouté.

Marine Le Pen avait menacé de remettre en question sa collaboration avec l'AfD au niveau européen, après que le parti allemand avait plaidé en faveur de la « ré-émigration », c'est-à-dire l'expulsion de certains citoyens issus de l'immigration même s'ils possèdent un passeport allemand.

L'AfD [a par la suite fait marche arrière](#) et a clarifié sa position, précisant que cette politique de « ré-émigration » ne s'appliquerait pas aux personnes détentrices d'un passeport allemand.

Conclusion pas de ré-migration chez nous non plus !

<https://www.euractiv.fr/section/elections/news/europeennes-2024-lunite-du-groupe-parlementaire-dextreme-droite-identite-democratie-mise-a-rude-epreuve/>

Le dilemme de la droite européenne : nouvelle Grande Coalition ou majorité national-conservatrice ?

*Je vous ai fait un résumé, en sélectionnant des extraits de cette très longue analyse du groupe **d'études géopolitiques**. Vous allez découvrir les alliances passées et avenir possibles. C'est alliances détermineront si vous continuerez à être envahi par les migrants. Quant à envisager qu'elles vident le réservoir de racailles, je crois qu'ils ne faut pas se faire trop d'illusions. Il n'y aura pas de miracles, l'église aiguisé le couteau rituel pour son sacrifice.*

Le groupe Renew composé de partis politiques nationaux centristes, europhiles, démocrates et libéraux, joue un rôle clé à la charnière entre le centre-gauche et le centre-droit ses **101 membres** provenant d'une quarantaine de partis nationaux distincts. Le groupe est nettement dominé par les membres du parti Renaissance d'Emmanuel Macron et de ses alliés, qui fournissent 20 députés

Le groupe du Parti populaire européen (PPE) est le groupe des conservateurs et démocrates-chrétiens **177 députés**, dont la CDU majoritaire avec 28 députés,

Le groupe des conservateurs et réformistes européens (CRE) est le groupe de droite anti-fédéraliste de tendance national-conservatrice, eurosceptique et anti-fédéraliste. Et le cul entre deux chaises il se déclare « euro-réaliste » **66 élus**,

Le groupe Identité et démocratie (ID) est le groupe de droite et d'extrême droite nationaliste au Parlement européen. **Il est composé de 62 députés européens, ce qui en fait le sixième groupe du Parlement.** Le groupe est nettement dominé par deux formations politiques nationales : le

Rassemblement national^{FR} avec 18 députés, et la Lega^{IT} qui en compte 25. Le troisième parti du groupe est l'AfD^{DE}, qui dispose de 9 élus. **Le groupe ID devrait devenir la troisième force la plus importante au Parlement européen, le RN devant gagner huit sièges supplémentaires, ce qui le porterait à 26 sièges au total, tandis que le nombre de sièges de l'AfD devrait doubler, [d'après les sondages réalisés par Europe Elects pour Euractiv.](#)**

À un an des élections, le Parlement européen est composé de 705 députés, La droite européenne apparaît à la fois certaine de son succès et inquiète pour son avenir. D'une part, les forces conservatrices et nationalistes bénéficient à ce stade d'une dynamique favorable indéniable. **S'ils parviennent à accroître seulement légèrement leur part de voix globale, les trois groupes politiques allant du centre-droit à l'extrême droite pourraient obtenir à eux seuls une majorité parlementaire,**

Tous les groupes ont un parti majoritaire autour de 20 à 30 % et des alliés de 7 à 20 députés des 27 pays

Les trois groupes centristes S&D, Renew et PPE collaborent de manière plus fréquente avec la gauche qu'avec la droite du parlement (comme chez nous en France)

Bilan électoral du parlement européen: 2022-2023 Les groupes GUE/NGL (+ 0,5 pp), Verts/EFA (+ 3,7 pp) et CRE (+ 4,7 pp) voient quant à eux augmenter leur part électorale. La tendance est particulièrement nette pour les Verts et les nationaux-conservateurs, qui bénéficient d'importants reports des partis traditionnels du centre-gauche et du centre-droit.

Déclin du « cordon sanitaire » À l'échelle européenne, il semble que le cordon sanitaire, en tant que stratégie d'isolement politique des partis d'extrême droite, soit actuellement en déclin. Au cours des dernières années, les

tendances politiques à l'œuvre dans plusieurs pays européens ont en effet montré que les partis politiques du centre sont de plus en plus enclins à collaborer, voire à gouverner, avec des forces d'extrême droite. Dans ce contexte, on peut affirmer, à un an des élections européennes, **que seuls onze des 27 États-membres de l'UE disposent encore d'un cordon sanitaire au niveau régional et national dont quatre États fondateurs de l'UE : la Belgique, le Luxembourg, la France et l'Allemagne**

La crise du centrisme ; après les élections les alliances vont être complètement chamboulées au regard de la multitude des partis des 27 pays confrontés dans ces pays à de nouveaux équilibres et bouleversements politiques. Les forces libérales en Europe sont confrontées à un nombre croissant de dilemmes stratégiques dans le choix de leurs potentiels partenaires de coalition. D'une part, les alliances à gauche sont devenues plus difficiles du fait de la polarisation croissante et du déplacement des équilibres politiques vers la droite.

Selon la projection dans l'enquête Europe Elects du 31 mai 2023

le groupe GUE/NGL obtiendrait 53 sièges (+ 13)

le centre-gauche les Verts/ALE 63 (-4) et S&D.144 sièges (-4)

Renew et les chrétiens-démocrates obtiendraient 90 et 169 sièges

Le groupe ID obtiendrait 70 sièges (-6) tandis que le groupe CRE augmenterait de moitié son poids parlementaire, passant de 62 à 87 sièges (+25). Même dans l'hypothèse la plus pessimiste vis-à-vis du rattachement des non-inscrits ⁸ , les CRE enregistreraient un gain d'au moins 20 sièges.

L'évolution apparaît favorable aux formations nationalistes.

Entre les CRE et ID, la proximité idéologique est réelle, et la division en deux camps résulte principalement de conflits de leadership et d'historiques différents. **Les groupes CRE et ID pourraient-ils, dès lors, fusionner de droit ou de fait au sein d'un « supergroupe nationaliste » susceptible de devenir la première force politique au niveau européen ?**

Les nationalistes, premier groupe politique au sein du prochain parlement ?

En juillet 2021, dans le contexte de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, une quinzaine de leaders européens réunis autour de Marine Le Pen signent une Déclaration sur l'avenir de l'Europe appelant à une réforme de l'Union dans une perspective souverainiste et nationaliste, cherchant à transformer l'Union de l'intérieur plutôt que de la quitter, Si une alliance large doit être trouvée lors de la prochaine mandature, celle-ci ne pourra sans doute s'opérer qu'autour des leaders des CRE, parmi lesquels Meloni, Abascal (Vox^{ES}) et Morawiecki. Le groupe CRE pourrait tenter d'attirer dans son orbite une partie des membres actuels d'ID, en misant sur l'affaiblissement des membres restants. **L'ensemble des partis formerait alors un groupe élargi qui pourrait atteindre les 120 membres, le troisième du parlement derrière le PPE et les S&D.**

Mais au-delà de la stratégie commune arrêtée dans la *Déclaration de 2021*, la capacité des partis nationalistes à forger un réel projet commun demeure limitée (Soldwitsch 2022). Surtout, avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, le clivage entre les deux groupes est revenu au premier plan, Dans ce contexte, l'initiative originellement portée par Marine Le Pen semble condamnée (Guillou 2023), et ce, malgré le succès dont pourraient bénéficier le RN^{FR}, mais aussi le FPÖ^{AT}, l'AfD^{DE} ou EKRE^{EE}.

Les voix d'ID peuvent se joindre à celles des CRE et du PPE,

sur les thématiques sociales ou identitaires. Les données montrent que si les positions des CRE et d'ID vis-à-vis de la guerre russo-ukrainienne divergent, leur convergence sur la question de l'État de droit n'a pas été affectée par la guerre, Pour les partis du groupe ID – et, peut-être, le Fidesz^{HU} – la législature à venir sera dans tous les cas marquée par une perte d'influence relative. L'absence de groupe commun, si elle risque de frustrer les ambitions d'un RN^{FR} puissant au niveau national, aura sans doute un effet limité sur ses résultats électoraux.

*Suit des analyses et différentes possibilités, impossible et trop longues à résumer, tenant compte des différentes alliances pendant la dernière législature. Onze scénarios sont envisagés ou la droite est majoritaire, (à partir du paragraphe 3,2) **Comme en France est ce que l'on aura la droite la plus bête du monde ?***

Conclusion : quelle droite gouvernera l'Europe ?

La droite européenne, et en particulier ses secteurs nationalistes, devraient sortir renforcés de la séquence politique à venir. Les principaux bénéficiaires de ce glissement devraient être, dans un premier temps, les partis du centre-droit traditionnel. Ceux-ci se trouveront plus que jamais – et ce, malgré leur affaiblissement tendanciel – au centre des équilibres politiques continentaux.

Au sein de la droite radicale, la division entre les nationaux-conservateurs du groupe CRE, atlantistes et plus proches du centre-droit sur les questions économiques, et les nationalistes d'ID ne semble pas près de disparaître. Les CRE, en pleine croissance, pourraient tenter de tirer parti de cette division pour se distinguer des partis de l'extrême droite européenne historique et conclure des alliances avec le centre-droit.

Le « cordon sanitaire » qui voyait les partis du centre

refuser de s'allier avec la droite radicale est en déclin en Europe. Il s'accompagne d'un affaiblissement d'une partie du centre, libéraux en tête. De ce fait, les alliances à droite et à l'extrême droite sur le modèle suédois ou italien deviendront, selon toute vraisemblance, une option arithmétiquement et stratégiquement envisageable pour une partie des mouvements de centre-droit lors de la prochaine législature du Parlement européen. La pratique des coalitions au sein du Parlement, qui se caractérise par des majorités changeantes d'un texte à l'autre, laisse envisager un continuum de scénarios allant de la poursuite d'une stratégie d'accords au centre voire ou centre-gauche (« scénario Merkel ») à une « Union des droites » disposant en théorie d'une majorité absolue (« scénario Meloni »). Le scénario effectivement adopté dépendra pour une large part des choix du Parti populaire européen (PPE).

Au sein du PPE, les Conservateurs allemands et leurs alliés de centre-droit occupent une position-clé. Strictement opposée à toute collaboration avec les partis nationalistes à l'échelle nationale comme européenne, l'Union CDU/CSU devrait disposer d'une minorité de blocage suffisante pour empêcher toute majorité de droite et d'extrême droite. Si le chef du PPE Manfred Weber (CSU^{DE}) ne cache pas son intérêt pour un « scénario Meloni », sa position fait réagir au sein de la direction de l'Union. Plus qu'entre les mains des députés européens eux-mêmes, la clef du dilemme pourrait en définitive se trouver à Berlin et à Munich, là où les deux grandes formations conservatrices élaborent leurs positions officielles. (*lutter contre l'AFD*)

À la veille d'une élection européenne cruciale, cette responsabilité historique ne saurait être sous-estimée.

<https://geopolitique.eu/2023/06/19/le-dilemme-de-la-droite-europeenne-nouvelle-grande-coalition-ou-majorite-national-conservatrice/>

Daniel Faguet